

§ 3. Le présent article ne porte pas préjudice aux conditions de paiement de la pension de survie, ni aux règles qui régissent la limitation ou le cumul de cet avantage avec d'autres prestations.

§ 4. Lorsque le conjoint survivant bénéfice effectivement d'une pension de survie en application du présent article au moment où il atteint l'âge de 45 ans ou à la date à laquelle il remplit à nouveau les conditions pour obtenir la pension avant cet âge, l'Institut national prend d'office une nouvelle décision avec effet au premier jour du mois suivant cet âge ou cette date. »

Art. 2. L'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Le conjoint survivant qui a perdu le bénéfice de la pension de survie avant le 1er avril 1985 parce que, âgé de moins de 45 ans, il ne satisfaisait plus aux conditions qui avaient permis l'octroi de la pension avant cet âge, peut bénéficier des dispositions de l'article 10bis de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, s'il introduit à cet effet une nouvelle demande dans les formes prévues au chapitre Ier, section 8, de ce même arrêté. »

Cette demande produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle est introduite; elle produit toutefois ses effets au 1er avril 1985 si elle est introduite avant le 1er janvier 1986. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1985.

Art. 4. Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er octobre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 85 — 1987

1^{er} OCTOBRE 1985. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et de l'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, notamment l'article 67;

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 18, §§ 2, 3 et 4, modifié par la loi du 15 mai 1984, l'article 21, § 5, inséré par la loi du 15 mai 1984 et l'article 54;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions du présent arrêté doivent permettre à certains veufs et veuves d'obtenir une pension de survie avec prise de cours le 1er janvier 1984 et qu'il importe donc que ces dispositions puissent être appliquées le plus rapidement possible;

§ 3. Dit article doit faire preuve de respect pour les conditions de paiement de la pension de survie, ni aux règles qui régissent la limitation ou le cumul de cet avantage avec d'autres prestations.

§ 4. Wanneer de langstlevende echtgenoot bij toepassing van dit artikel daadwerkelijk een overlevingspensioen geniet op het ogenblik dat hij de leeftijd van 45 jaar bereikt of op de datum dat hij opnieuw aan de voorwaarden voldeed om het pensioen vóór die leeftijd te kunnen krijgen, neemt het Rijksinstituut ambtshalve een nieuwe beslissing met uitwerking vanaf de eerste dag van de maand volgend op die leeftijd of datum. »

Art. 2. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. De langstlevende echtgenoot die vóór 1 april 1985 het genot van het overlevingspensioen verloren heeft omdat hij, geen 45 jaar oud zijnde, niet meer voldeed aan de voorwaarden die de toegekending van het pensioen voor die leeftijd mogelijk hadden gemaakt, kan genieten van de bepalingen van artikel 10bis van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, indien hij een nieuwe aanvraag indient in de vormen bepaald bij hoofdstuk I, afdeling 8, van ditzelfde besluit.

Die aanvraag heeft uitwerking vanaf de eerste dag van de maand volgend op die tijdens dewelke zij wordt ingediend; zij heeft evenwel uitwerking vanaf 1 april 1985 indien zij vóór 1 januari 1986 wordt ingediend. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1985.

Art. 4. Onze Staatssekretaris voor Pensioenen is met de uitwerking van dit besluit belast.

Gegeven te Brussel, 1 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-I. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 85 — 1987

1 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en van artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 april 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, inzonderheid op artikel 67;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 18, §§ 2, 3 en 4, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1984, op artikel 21, § 5, ingevoegd bij de wet van 15 mei 1984 en op artikel 54;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen van dit besluit sommige weduwnaars en weduwen in de mogelijkheid moeten stellen om met ingang van 1 januari 1984 een overlevingspensioen te kunnen krijgen en dat het derhalve wenselijk is dat deze bepalingen zo vlug mogelijk toegepast zouden kunnen worden;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 54 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, abrogé par l'arrêté royal du 20 septembre 1984 et rétabli par l'arrêté royal du 15 avril 1985 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54. § 1er. Le conjoint survivant âgé de moins de 45 ans qui bénéficie d'une pension de survie parce qu'il a un enfant à charge ou parce qu'il est atteint d'une incapacité permanente de travail de 66 p.c. au moins, conserve ce droit lorsqu'il ne satisfait plus à ces conditions. Jusqu'au dernier jour du mois au cours duquel le conjoint survivant atteint l'âge de 45 ans ou remplit à nouveau les conditions pour obtenir la pension de survie avant cet âge, la pension est limitée au montant minimum fixé pour une carrière complète à l'article 153 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires, modifiée par les lois du 10 février 1981 et du 15 mai 1984, multiplié par la fraction utilisée pour le calcul de la pension de survie. »

§ 2. Si le conjoint survivant peut prétendre à la pension en application de l'article 21, § 2, ou § 3, de l'arrêté royal n° 50, le paragraphe 1er du présent article ne produit ses effets qu'à l'expiration de la période couverte par la susdite pension.

§ 3. Le présent article ne porte pas préjudice aux conditions de paiement de la pension de survie, ni aux règles qui régissent la limitation ou le cumul de cet avantage avec d'autres prestations. »

Art. 2. L'article 55 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 20 septembre 1984, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 55. Le montant de la pension de retraite visé à l'article 18, § 3, alinéa 1er de l'arrêté royal n° 50 qui sert de base au calcul de la pension de survie, est déterminé en multipliant le montant de la pension de retraite que le conjoint décédé aurait perçu pour le mois au cours duquel la pension de survie prend cours s'il n'était pas décédé et sans que soit appliquée la réduction éventuelle pour cause d'anticipation, par :

— douze, lorsque le conjoint décédé bénéficiait d'une pension de retraite calculée comme pour les travailleurs visés à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, a, de l'arrêté royal n° 50;

— quinze, dans les autres cas. »

Art. 3. L'article 3 de l'arrêté royal du 15 avril 1985 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le conjoint survivant qui a perdu le bénéfice de la pension de survie avant le 1er avril 1985 parce que, âgé de moins de 45 ans, il ne satisfaisait plus aux conditions que avaient permis l'octroi de la pension avant cet âge, peut bénéficier des dispositions de l'article 54 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, s'il introduit à cet effet une nouvelle demande dans les formes prévues au chapitre II de ce même arrêté. »

Cette demande produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle est introduite; elle produit toutefois ses effets au 1er avril 1985 si elle est introduite avant le 1er janvier 1986. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1985, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 1er janvier 1984.

Art. 5. Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er octobre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
P. MAINIL

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besloten Wij :

Artikel 1. Artikel 54 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, opgeheven bij het koninklijk besluit van 20 september 1984, en opnieuw opgenomen bij het koninklijk besluit van 15 april 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 54. § 1. De langstlevende echtgenoot die minder dan 45 jaar oud is en een overlevingspensioen geniet omdat hij een kind ten laste heeft of door een blijvende werkongeschiktheid van ten minste 66 pct. aangetast is, behoudt dit recht wanneer hij aan die voorwaarden niet meer voldoet. Het pensioen wordt tot de laatste dag van de maand tijdens dewelke de langstlevende echtgenoot de leeftijd van 45 jaar bereikt of opnieuw aan de voorwaarden voldoet om het overlevingspensioen voor die leeftijd te bekomen, beperkt tot het minimumbedrag vastgesteld voor een volledige loopbaan in artikel 153 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen, gewijzigd bij de wetten van 10 februari 1981 en van 15 mei 1984 en vermenigvuldigd met de voor de berekening van het overlevingspensioen gebruikte break.

§ 2. Wanneer de langstlevende echtgenoot aanspraak kan maken op het pensioen bij toepassing van artikel 21, § 2 of § 3, van het koninklijk besluit nr. 50, heeft paragraaf 1 van onderhavig artikel slechts uitwerking na het verstrijken van de door bovengenoemd pensioen gedeekte termijn.

§ 3. Dit artikel doet geen afbreuk aan de betalingsvooraarden van het overlevingspensioen en evenmin aan de bepalingen die de beperking of de cumulatie van dit voordeel met andere prestaties regelen. »

Art. 2. Artikel 55 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 20 september 1984, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing:

« Art. 55. Het in artikel 18, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 50 beoogde bedrag van het rustpensioen dat tot basis dient voor de berekening van het overlevingspensioen wordt vastgesteld door het bedrag van het rustpensioen dat de overleden echtgenoot zou ontvangen hebben voor de maand tijdens welke het overlevingspensioen ingaat indien hij niet overleden was en zonder dat de eventuelevermindering wegens vervroeging wordt toegepast, te vermenigvuldigen met :

— twaalf, als de overleden echtgenoot een rustpensioen genoot berekend zoals voor een werknemer bedoeld bij artikel 10, § 1, eerste lid, a, van het koninklijk besluit nr. 50;

— vijftien, in de andere gevallen. »

Art. 3. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 april 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. De langstlevende echtgenoot die vóór 1 april 1985 het genot van het overlevingspensioen verloren heeft omdat hij, geen 45 jaar oud zijnde, niet meer voldoet aan de voorwaarden die de toekenning van het pensioen vóór die leeftijd mogelijk hebben gemaakt, kan genieten van de bepalingen van artikel 54 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, indien hij een nieuwe aanvraag indient in de vormen bepaald bij hoofdstuk II van ditzelfde besluit.

Die aanvraag heeft uitwerking vanaf de eerste dag van de maand volgend op die tijdens dewelke zij wordt ingediend; zij heeft evenwel uitwerking vanaf 1 april 1985 indien zij vóór 1 januari 1986 wordt ingediend. »

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1985, met uitzondering van artikel 2 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1984.

Art. 5. Onze Staatssecretaris voor Pensioenen is met de uitvoering van dit besluit belast.

Gegeven te Brussel, 1 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
P. MAINIL